

EDUC EN LUTTE ST NAZAIRE ET ALENTOURS

ESPACE COLLABORATIF DES ACTEURS ET ACTRICES DE L'ÉDUCATION EN LUTTE



Adossé à l'AG intersyndicale Éduc en lutte, des outils collaboratifs sont mis au service de l'organisation et des mobilisations des acteur·trice·s de l'éduc du bassin nazairien.

- x **Wiki Educ En Lutte** – espace collaboratif des acteurs et actrices de l'éducation en lutte : <https://wikicoop.ouvaton.org/educenlutte/>
- x Liste mail "infosEduc44" : infos-luttes-educ-44-ouest@googlegroups.com
- x une association **Solidarité Educ Active 44 Ouest** (SEA4O) au 24/06/20 : Local FSU, Maison des syndicats, 4 rue Marceau, 44600 Saint-Nazaire
et une **caisse de grève "Pot Commun"** : <https://www.lepotcommun.fr/pot/90jts8cs>
- x Contact AED 44 : collectif-aed-44@riseup.net
et leur **caisse de grève / soutien / solidarité** : <https://cagnotte.me/97412-caisse-de-greve-collectif-aed-44/fr>
- x facebook
- x Contacts syndicaux :

Les deux jours de stage intersyndical à la mi-octobre 2020 a permis de lancer une dynamique prometteuse que nous allons essayer de faire vivre. Les pages qui suivent permettent de rendre compte de la richesse de ces 2 jours.

LE JOURNAL DU STAGE INTERSYNDICAL A SAINT NAZAIRE

JEUDI 15 ET VENDREDI 16 OCTOBRE 2020.

Pourquoi un stage, pourquoi intersyndical, pourquoi à St Nazaire et pourquoi auto-géré ?

Notre profession est malade de la disparition progressive des cadres collectifs qui avaient pu exister, que ce soit pour revendiquer, défendre nos conditions de travail ou réfléchir à nos pratiques professionnelles. Nous sommes de plus en plus dépossédé.e.s de nos métiers, par une hiérarchie et un ministère de plus en plus autoritaire.

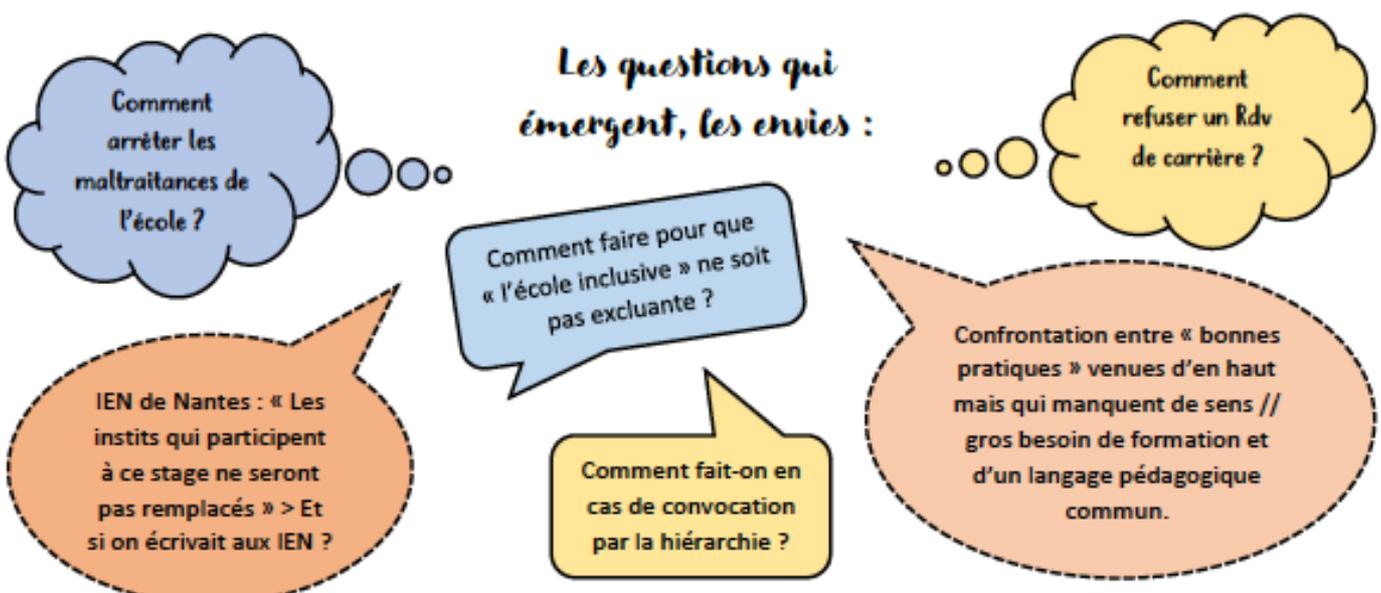
La première idée de ce stage était de nous redonner du temps pour commencer à retisser ce collectif, besoin urgent dans ce contexte fort troublé par le ministère Blanquer et la crise du Covid. La deuxième idée est qu'il puisse être le maximum co-construit avec les participant.e.s, d'aller vers un "stage autogéré". Pour cela, nous avons mobilisé les savoir-faire des mouvements d'éducation populaire et d'éducation nouvelle, tels que les CEMEA. La troisième idée était que ce stage puisse servir d'impulsion pour une dynamique qui se prolonge dans le temps et qui redonne un second souffle aux pratiques syndicales et à la réflexion pédagogique.

Tels étaient les paris de ce stage, dont l'idée a germé lors d'une "AG éduc" à l'issu du mouvement de l'hiver 2020 pour les retraites et contre les réformes Blanquer.

Notre programme :

	Jeudi 15	Vendredi 16
Matinée	Accueil, café, présentation du stage Ateliers « brise-glace » Ateliers GAS, cuisinage, visionnage de vidéos	Retour sur travail de la veille Débat mouvant Préparation d'ateliers + ciné débat Ateliers
Après-midi	Restitution des ateliers du matin Ateliers au choix Bilan de la journée + Soirée débat au Lycée Expérimental	Derniers ateliers Bilan et perspectives

Les questions qui émergent, les envies :



Les ateliers du jeudi...

*Les ateliers brise-glace pour faire connaissance et faire émerger des sujets sont présentés en page 8 « Les outils d'éducation populaire utilisés pendant le stage ».

❖ L'Atelier G.A.S : Analyse de pratique « Quand les élèves n'ont pas l'habitude de l'autonomie, comment les accompagner pour qu'ils s'en emparent ? ».

⇒ Réflexion autour de la situation d'une classe de 30 élèves de 1STI2D qui ne s'empare pas de l'autonomie proposée par l'enseignante en langues, et qui semble s'y perdre plus qu'autre chose.

Pistes de réflexions et hypothèses émises par le groupe :

- Question de l'équilibre entre cadre et liberté : formulation des objectifs qui peut inclure une échelle d'autonomie afin qu'elle devienne un objectif en soi > insérer de l'autodiagnostic. Permet de prendre le temps d'une prise de recul.
- Aller crescendo dans l'autonomie : commencer par des « tests » avec des situations d'autonomie simples (ex : trouver la vidéo sur un drive, comprendre où sont les consignes sur la fiche, où sont les outils lexicaux, rôles attribués qui vont crescendo dans la difficulté / responsabilité).
- S'autoriser la prise de distance avec le cadre institutionnel.
- Créer + de lien interdisciplinaire : même démarche d'autonomie dans les matières technos, dans leurs « projets », se rapprocher des collègues pour une démarche commune qui fasse sens.
- Encourager le groupe à l'autonomie de chacun.
- Pourquoi ne pas faire entrer le Quoi de neuf / Présentation de façon ritualisée pour les aider à s'appropriier la langue dans un registre « basique ».

❖ Discussion avec... Tristan Poullaouec.

Tristan Poullaouec est Maître de Conférences en sociologie à l'Université de Nantes. Il a notamment publié « Les trois voies du lycée : levier ou obstacle à la démocratisation scolaire ? »* et « Regrets d'école. Le report des aspirations scolaires dans les familles populaires »**. Il a également participé à l'ouvrage du GRDS, *L'école commune. Propositions pour une refondation du système éducatif****, duquel partent la plupart des constats et réflexions qui ont animé la discussion.

La discussion a débuté par un état des lieux de la situation actuelle de l'Ecole en France, ses difficultés, ses écueils. Petite sélection à titre d'exemple :

- 1/3 seulement des élèves de primaire entrent au collège en ayant atteint les objectifs du primaire.
 - 15 à 20% sont en situation de difficulté dans la compréhension de l'écrit.
 - Près de la moitié des élèves font une entrée au collège « mal assurée ».
 - Ceux qui réalisent une bonne scolarité au primaire ont plus de chances d'obtenir un diplôme de l'enseignement supérieur, quel que soit leur milieu social d'origine > donc l'Ecole a un impact.
 - Toutefois selon une étude de 2006 à partir des évaluations de CP et CM2 : l'écart entre les milieux sociaux est deux fois plus important en fin de primaire donc l'Ecole ne parvient pas tout à fait à empêcher ce creusement des écarts.
- ⇒ La démocratisation de l'Ecole nécessite la prise en compte de tous les niveaux, mais aussi et surtout de se concentrer sur ce qui se passe en primaire.
- ⇒ D'où la nécessité de s'emparer de cette question pour ne pas la « laisser » à ceux qui souhaitent avant tout que l'école serve de préparation à la vie professionnelle.
- ⇒ C'est ce que se sont proposé les chercheurs et auteurs de l'ouvrage du GRDS afin de réfléchir à cette idée de la « démocratisation » de l'école.

Débat :

« Pourquoi on n'arrive plus à apprendre aux élèves ce qu'on leur apprenait avant ? ».

Réponse des conservateurs : la faute au collège unique. Plusieurs constats : en France, on a toujours fait des réformes de structure et non de contenus, on ne s'intéresse pas assez aux méthodes pédagogiques mises en place > il faut faire un bilan des contenus et des méthodes.

On constate également le désintérêt progressif des enfants envers l'école et l'écart grandissant entre l'enthousiasme des premières années et la posture des lycéens : on ne part pas assez des élèves.

Le nombre de jours d'école a diminué également (notamment au primaire).

Que nous disent les études internationales ?

Plus on augmente la mixité, plus on augmente l'émulation.

Plus on augmente le tronc commun, plus le niveau général augmente : valable aussi à l'échelle d'un niveau de scolarité ou d'une classe.

Apprendre sans concurrence.

Omniprésente sous de nombreuses formes : notes, classements mais aussi orientation. Et même concurrence à l'insu des enseignants via la mise en place d'une différenciation > ne risque-t-on pas de transmettre parfois moins à ceux qui ont déjà moins de savoirs ? Question à se poser, même si l'individualisation de l'enseignement est aussi souhaitable.

Est-ce possible sans concurrence et sans notes ?

« Les élèves sont motivés par les notes » ≠ de nombreux apprentissages sont transmis sans notes ni concurrence (les 1^{ers} de la vie par exemple : marcher, parler etc...).

Comment repousser cette concurrence le plus tard possible ? Proposition : un lycée unique avec un bac unique composé d'enseignements généraux et « technologiques ». Semble réaliste si l'on part du principe que les élèves sont tous d'égale intelligence, qu'ils arrivent avec les compétences clés : réflexivité, abstraction, raisonnement logique. Il existe certes des différences selon les milieux sociaux, mais ne devrait-on pas regarder les similitudes plutôt, ce qu'ils ont en commun ?

Quid des classes adaptées (SEGPA, ULIS, etc) > faut-il supprimer toutes ces instances ?

Objectif de la démocratisation scolaire > que tous les élèves maîtrisent les connaissances et compétences du programme de fin de primaire.

Comment on gère le « retard » scolaire ?

Quelques propositions et réflexions :

- Plus d'intervenants dans les classes : principe du « plus de maîtres que de classes ».
- De plus petits effectifs
- Ecole commune de 2 à 18 ans avec options

Comment on améliore le fonctionnement de la profession ?

Quelques propositions et réflexions :

- Supprimer l'inspection
- Temps de discussion entre enseignants, autogéré
- Penser à des voies de sortie pour ceux qui n'ont plus envie
- Revoir les formations à l'ESPE toujours très critiquée (même IUFM)
- Revoir le parcours : paradoxe d'exiger un master dans une discipline pour les PE qui sont avant tt motivés par goût des enfants ≠ dans le 2nd degré attirés par la discipline > mais quel lien avec les enfants ?

N.B : il s'agit ici d'un résumé très succinct des échanges qui se sont tenus et des informations transmises par T. Poullaouec.

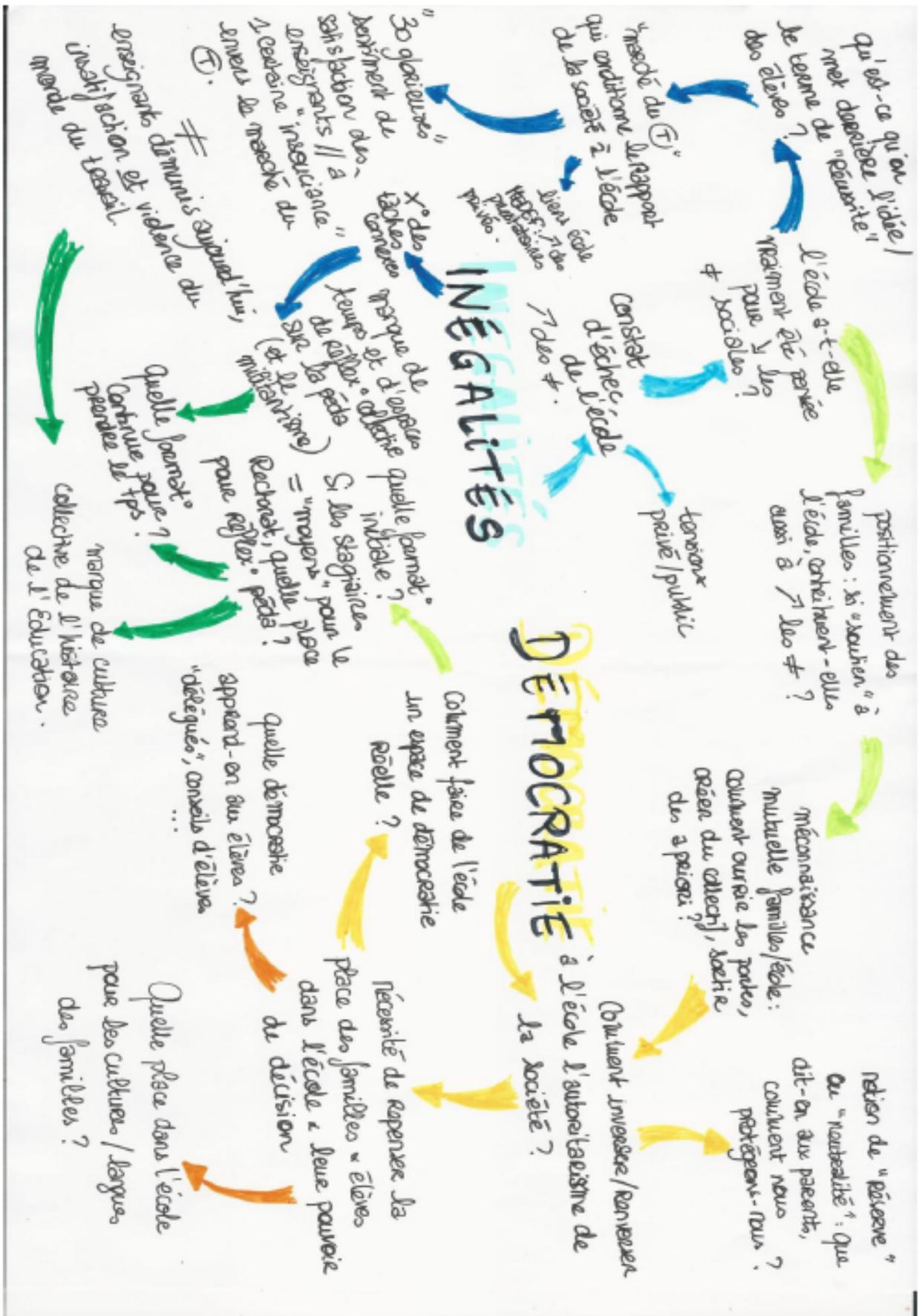
Références des ouvrages cités :

*(avec J.-P. Terrail), in Trani A. (dir.), *Blanquer : un libéralisme autoritaire contre l'éducation*, Note de la fondation Copernic, Syllepse, 2018

** *Sociétés contemporaines*, n° 114, 2019

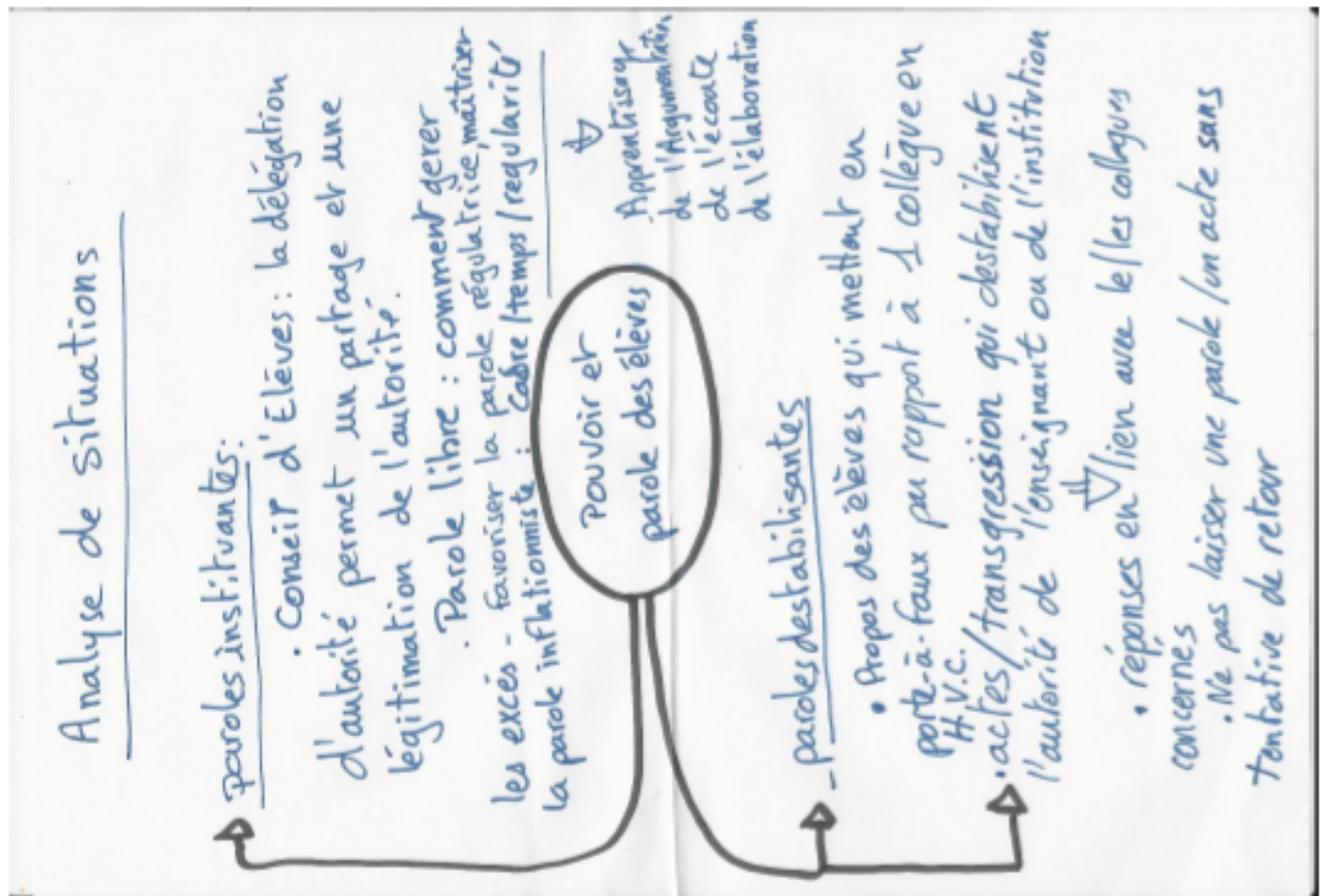
*** *La Dispute*, coll. « L'enjeu scolaire », 2012, 207 p., ISBN : 978-2-84303-223-3.

Compte-rendu de la soirée débat au lycée expérimental, format carte mentale.

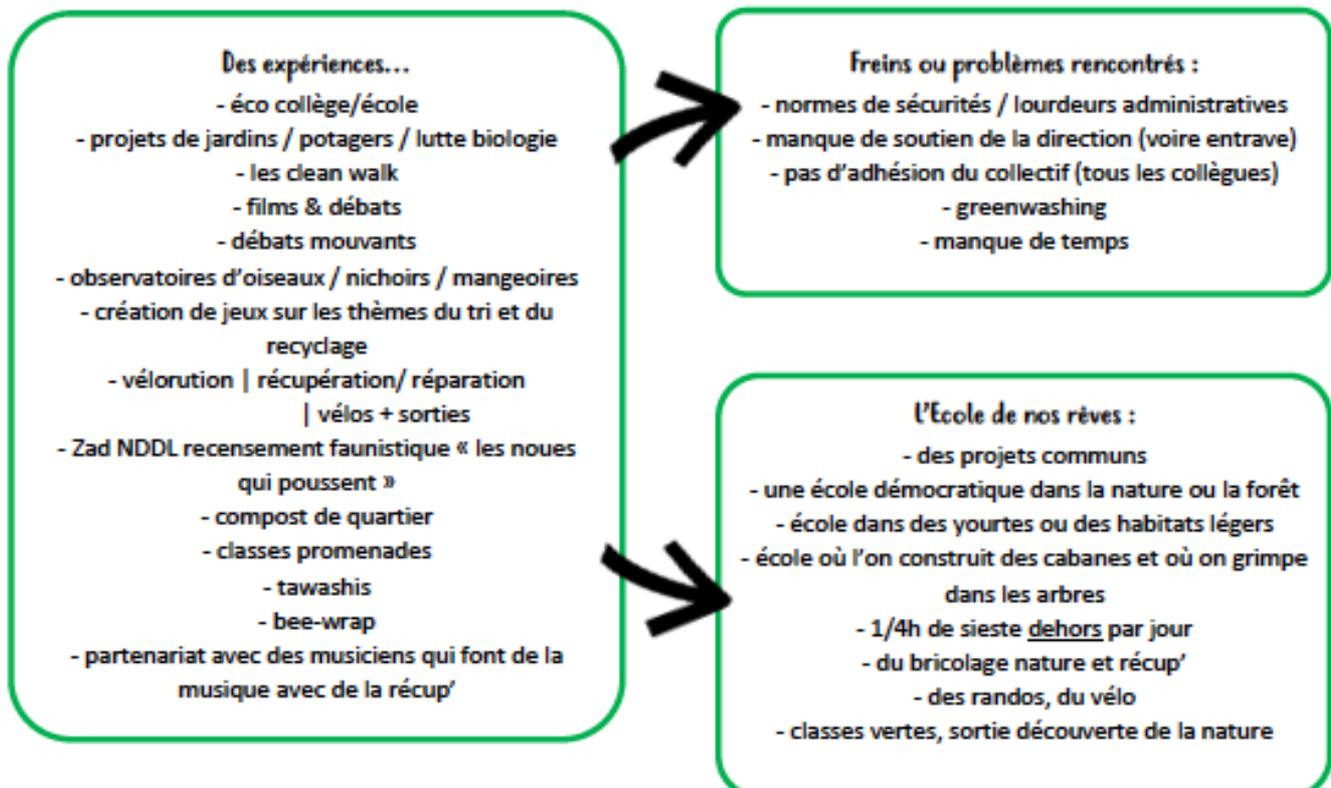


Les ateliers du vendredi...

L'atelier « G.A.S » :



L'atelier « Ecologie » :



L'atelier



« Programmes » :



Production d'un des groupes de travail :

***Courrier envoyé aux IPR-IEN au sujet des enseignants Professeur.e.s des écoles
non remplacés suite à leur participation au stage.***

Madame, Monsieur,

Le stage intersyndical du 15 et 16 octobre 2020 est un véritable succès auprès des collègues. En effet, ce stage a fait le plein. Il a permis de réunir des collègues de tous les degrés et de tous les horizons. Il répond à une vraie demande de temps et d'échanges sur les réalités et perspectives du métier.

Cependant, nous avons appris avec regret que des collègues du 1^{er} degré n'ont pu assister à ce stage car non-remplacé-e-s.

Certain-e-s collègues ont choisi afin de ne pas laisser les élèves, les familles et leur équipe pédagogique dans l'embarras, de ne pas participer à ce stage au détriment de leur droit. La participation, ou non, aux stages syndicaux ne devrait pas reposer sur le chantage à la conscience professionnelle des agent-e-s.

Selon l'article 3 du décret 84-474, les personnels doivent effectuer leur demande de congé de formation syndicale un mois à l'avance permettant ainsi à l'administration d'organiser la continuité du service.

Cette continuité de service est d'ailleurs assurée dans certaines circonscriptions.

Le manque de remplaçant-e-s dans l'académie est une réalité dont les enseignant-e-s ont tou-te-s conscience puisqu'ils ne sont pas non plus systématiquement remplacé-e-s lors de leurs arrêts maladie. Cette pénurie participe à la culpabilisation des agent-e-s. Elle les oblige à faire des choix cornéliens et à renier leurs droits alors que, selon l'article 34 de la loi n°84-16, ils ont droit à douze jours de formation syndicale par an.

Nous savons que la formation des agent-e-s est au cœur de vos préoccupations, c'est pourquoi il est indispensable de recruter un nombre suffisant de personnels pour assurer la tenue de ces formations dans les meilleures conditions possibles.

Veillez Madame, Monsieur, accepter l'expression de nos sincères salutations.

Les participants sous couvert des organisations syndicales CGT éduc'action, SNES-FSU, Sud Education.

Suite sur : <https://wikicoop.ouvaton.org/educenlutte/>